

## Ordres de dépôt

2. Quels sont leurs noms et adresses et à combien revenait chaque contrat?

3. Quel était l'objectif de chacun et le titre de chaque rapport présenté?

4. Quels sont les noms et adresses des particuliers et des organismes de l'extérieur à qui l'on a accordé des contrats aux fins de recherche, développement et autres services de consultation pendant l'année financière en cours, à combien se chiffre chaque contrat et quel en est l'objectif?

(Le document est déposé.)

## L'ENGAGEMENT DE CANDIDATS DÉFAITS AUX ÉLECTIONS PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

## Question n° 612—M. Broadbent:

1. Messieurs M. Ervin Pringle, Murray A. McBride, John Roberts, Raymond J. Perrault, Paul St. Pierre, Martin P. O'Connell et Jervis Black sont-ils au service du gouvernement et, dans l'affirmative, a) quand sont-ils entrés en fonction, b) quelles sont leurs fonctions et c) quelle est leur rémunération?

2. D'autres candidats aux dernières élections fédérales figurent-ils sur la liste de paie du Trésor fédéral et, dans l'affirmative, a) qui sont-ils, b) quel poste occupent-ils et c) quelle est leur rémunération?

(Le document est déposé.)

## LES BUREAUX D'ASSURANCE-CHÔMAGE

## Question n° 864—M. Korchinski:

1. Où sont situés les bureaux d'assurance-chômage au Canada?

2. Combien de demandes ont été traitées dans chaque bureau depuis la modification apportée à la Loi sur l'assurance-chômage en 1971?

3. Combien de fonctionnaires occupent un emploi dans chaque bureau chargé de décider si l'on doit accorder ou rejeter les demandes?

4. Dans chaque bureau, combien de demandes de prestations d'assurance-chômage ont été rejetées?

5. Combien d'appels ont été interjetés dans chaque bureau à la suite de décisions rendues?

6. Combien de décisions la Commission d'appel a-t-elle annulées et de quels bureaux provenait la décision initiale?

(Le document est déposé.)

## LES PROJETS D'INITIATIVES LOCALES DANS LA CIRCONSCRIPTION DE RICHMOND

## Question n° 1215—M. Beaudoin:

1. Quelle est la liste de tous les projets des initiatives locales présentés pour la circonscription fédérale de Richmond en 1972?

2. Pour chacun de ces projets, a) quels étaient les coordonnateurs, b) quel était le montant demandé pour créer combien d'emplois, c) quels sont les projets qui ont été acceptés et selon quels critères, d) quels sont les projets qui ont été refusés et quelles ont été les raisons invoquées pour ce refus, e) quelle est la date d'acceptation ou de refus de chaque projet qui a été présenté et f) quelle a été la date de réception de chaque projet présenté?

(Le document est déposé.)

[M. Nystrom.]

## LES INVESTISSEMENTS DE LA SCHL EN ONTARIO ET AU QUÉBEC

## Question n° 1500—M. Godin:

1. Quel montant a été investi par la Société centrale d'hypothèques et de logement a) dans le Québec, b) en Ontario, pour chacune des années 1968, 1969, 1970, 1971?

2. En regard de la construction domiciliaire pour les mêmes années, quel a été le nombre d'unités de logement construites a) dans le Québec, b) en Ontario, selon les modèles suivants (i) maison unifamiliale (ii) duplex semi-détaché (iii) maison appartements et (iv) maison à loyer?

(Le document est déposé.)

## L'AIDE FÉDÉRALE À LA CIRTEX KNITTING INCORPORATED AU NOUVEAU-BRUNSWICK

## Question n° 1527—M. Jarvis:

1. Quel est le montant total des subventions, allocations ou autres formes d'aide financière, directe ou indirecte, qui sera accordé par le gouvernement à la *Cirtex Knitting Incorporated* lorsqu'elle s'installera au Nouveau-Brunswick?

2. Quel est le montant total des subventions, allocations ou autres formes d'aide financière dépensé en 1972 par le gouvernement pour aider des bonneteries appartenant à des sociétés et à des entrepreneurs canadiens et exploitées par eux dans chacune des dix provinces et chacun des territoires?

3. Quelle est la politique du gouvernement en ce qui concerne les restrictions aux importations de textiles au Canada?

(Le document est déposé.)

## LE TRAVERSIER «PELEE ISLANDER»

## Question n° 1833—M. Grier:

1. a) Quels ont été les frais de construction du traversier *Pelee Islander*, b) à qui ont-ils été versés et par qui, c) quelles sont les modalités d'utilisation de ce navire par la *Pelee Shipping Company Limited*?

2. A combien s'élèvent, les subventions versées à la *Pelee Shipping Company Limited* chaque année de 1960 à 1967 inclusivement?

3. Où en est le litige entre le syndicat et la *Pelee Shipping Company Limited*, et est-il d'ordre économique ou bien se rapporte-t-il à la mise en vigueur du Code canadien du travail (Normes)?

4. a) La subvention à la *Pelee Shipping Company Limited* a-t-elle augmenté en 1968 et, dans l'affirmative, cette augmentation avait-elle en vue l'application du Code canadien du travail (Normes), b) quel est le montant des subventions versées chaque année de 1968 à 1972 inclusivement et à ce jour?

5. La politique du gouvernement est-elle de subventionner des employeurs, comme la *Pelee Shipping Company Limited*, alors qu'ils subissent une grève légale de la part de leurs employés?

6. Quel a été le revenu d'exploitation du navire subventionné *Pelee Islander* au cours des années 1970, 1971 et 1972?

7. Les tarifs imposés au public par l'exploitant du *Pelee Islander* sont-ils approuvés par la Commission canadienne des transports et, dans la négative, pour quelle raison?

8. a) Qui est propriétaire du *Pelee Islander*, b) qui en était propriétaire auparavant, c) le navire est-il en vente et, dans l'affirmative, par qui est-il vendu, à qui et suivant quelles modalités?

9. Le *Pelee Islander* est-il la seule source de revenu de l'exploitant actuel et, dans la négative, quelles sont les autres sources de revenu, connues du gouvernement, de cette personne?

(Le document est déposé.)

M. Barnett: Monsieur l'Orateur, la dernière fois qu'on a répondu aux questions écrites, je me suis enquis de la question n° 1047 auprès du secrétaire parlementaire. Ayant dûment réfléchi à la remarque qu'il a faite à ce moment-là, je repose ma question; en effet, instruit de la nature des